

détail paraît bien indiscutable. Le simple contraste entre les programmes d'il y a vingt-cinq ans et les résultats d'aujourd'hui donne à ce chapitre de statistique — cet article ne veut être que cela — une singulière vigueur d'ironie. Ecoutez, par exemple, l'initiateur de ce mouvement, le médiocre Jules Ferry déclarer : « Nous comptons sur deux institutions sans l'action desquelles la loi serait lettre morte : l'une, toute nouvelle, la Commission scolaire, l'autre, déjà ancienne dans bon nombre de communes, mais qui, de facultative, deviendra obligatoire : la Caisse des écoles. » Nous sommes en 1906, et dans plus de cinquante localités sur cent, nous dit notre auteur, cette Caisse des écoles n'existe pas. Quant aux Commissions scolaires, un rapport de M. Bruneau, inspecteur d'académie à Guéret, nous apprend qu'elles ne fonctionnent dans aucune commune du département de la Creuse et que « dans les autres départements elles ont disparu à peu près de partout, sauf dans les grands centres ». C'est le cas de rappeler, puisqu'il s'agit d'enseignement, la citation classique, le *ab uno disce omnes*, auquel la suite de l'étude de M. Goyau ajoute un commentaire cruellement précis.

Et d'abord, derrière les données officielles qui tendent à démontrer que l'« œuvre de lumière », comme s'expriment les boniments électoraux, est en plein triomphe, cet implacable trouveur de petits faits va chercher des documents « plus concrets, plus humains ». Il voit avec raison dans

## V

LE PÉRIL PRIMAIRE <sup>(1)</sup>

## I

Sous ce titre, un des essayistes politiques les mieux renseignés de notre époque, M. Georges Goyau, publiait, voici quelques semaines, dans la *Revue des Deux Mondes*, une de ces études directement et fortement documentées où il excelle. La formule, empruntée à M. Buisson, mais prise dans un sens élargi, indique assez le sujet de ces pages qui font une suite à *l'Ecole d'aujourd'hui*. M. Goyau a entrepris de démontrer, pièces en mains, la faillite de l'entreprise d'éducation populaire qui fut et qui reste le grand orgueil, ou, pour parler plus juste, la grande réclame des chefs de la troisième République. A coups de chiffres et de textes, il dresse un bilan dont le

(1) A propos d'une étude de M. Georges GOYAU. (*Revue des Deux Mondes* du 15 février 1906.)

l'assiduité des enfants à l'école, la pierre de touche du succès ou de l'insuccès d'un enseignement. Or, il découvre et nous découvre que depuis 1887 l'écart entre le chiffre des enfants recensés et celui des enfants inscrits dans les divers établissements est allé sans cesse croissant. Il ne se contente pas de cette révélation. Il veut savoir si ces inscrits sont vraiment présents aux leçons, d'une présence effective. Il apprend ainsi et nous apprend qu'à tel jour, choisi au hasard, sur cent écoliers inscrits, quarante-cinq dans les Hautes-Alpes, quarante-huit dans la Haute-Saône, quarante-neuf dans la Lozère étaient absents. Il en va de même tout au long de l'année, et dans tous les départements, si bien qu'en 1904 un inspecteur général a dû avouer que dans les campagnes cinq enfants sur cent, dix sur cent dans les quartiers populeux des villes ne fréquentent aucune école, et que l'instruction des quatre-vingt-quinze restants est « tout à fait insuffisante ».

Que signifie exactement cette appréciation ? M. Goyau la traduit, et il nous apporte sur l'ignorance des soi-disant « lettrés » que produit l'école ainsi pratiquée, des renseignements dont l'ironie est aussi très forte, quand on pense que dix siècles d'histoire et de la plus grande ont abouti à mettre ce chef-d'œuvre de la nature politique qu'était la France aux mains de majorités ainsi composées. M. Goyau raconte qu'une intéressante épreuve fut tentée en 1901 sur quarante et un conscrits provenant des diverses régions du 5<sup>e</sup> corps d'armée.

Plus de la moitié ne savaient rien de Jeanne d'Arc. Les trois quarts ignoraient la signification de la fête nationale ! Les deux tiers avaient à peine ouï parler de la guerre de 1870 ! Sur quoi l'essayiste raisonne comme le Code pénal qui rend sagement responsable du dégât fait par un cheval, non pas le cheval, mais son conducteur (1). L'enfant qui fuit l'école ou n'y travaille pas fait son métier d'enfant. Mais les maîtres qui ne savent ni attirer l'élève ni le retenir ? Et passant de cet effet à cette cause, M. Goyau nous déballe une autre liasse de documents. C'est une phrase de M. Buisson qui caractérise, avec une sévérité très significative sous cette plume de sectaire, le recrutement des instituteurs : « On continue à entretenir dans une partie de la France des écoles normales qui fournissent à peine la moitié des maîtres ou des maîtresses dont le département a besoin. *L'autre moitié se forme où elle peut, comme elle peut.* » Ce sont de nouveaux tableaux de chiffres où se trouve étalée, parallèlement à la défection des élèves, celle de leurs pédagogues. De 1880 à 1886, dans la période de ferveur et d'espérance, on comptait pour les écoles normales d'instituteurs 5 à 6,000 candidats. En 1887, le chiffre exact était de 4,637. En 1891, il était descendu à 2,034, étiage auquel il semble qu'il se soit maintenu depuis. Une comparaison prouvera mieux encore le discrédit où cette profession, si pompeusement vantée

(1) Code pénal, art. 475-476.

par la tribune et les journaux, est tombée dans la France républicaine. En Belgique on compte un élève-maître pour 1,962 habitants, aux États-Unis un pour 1,837, en Prusse un pour 2,797. Chez nous on en trouve un pour 4,484 Français. C'est là une constatation d'un appauvrissement tout matériel que pourrait compenser un enrichissement moral. Si ces instituteurs, recrutés de plus en plus péniblement, brûlaient de ce feu sacré dont furent possédés les éducateurs de l'Allemagne après Iéna, le déchet numérique serait un gain spirituel. M. Goyau ne nous révèle rien que nous ne sachions déjà trop quand il nous dépeint tout au contraire l'abaissement intellectuel de l'instituteur, sa corruption par la politique est la plus malsaine. On éprouve pourtant une sorte d'âcre satisfaction à relire avec lui, en songeant aux faits actuels, quelques phrases de ce même Jules Ferry, auquel il faut toujours revenir comme à un exemplaire accompli du Prudhomme jacobin. « Le président du conseil, » affirmait ce funeste rhéteur, « se croirait déshonoré s'il sacrifiait l'une de ses responsabilités à l'autre, s'il faisait jamais de l'école la servante de la politique; et c'est la République elle-même qui pourrait être singulièrement compromise si l'on pouvait dire : « Voilà un gouvernement « qui fait des élections avec les instituteurs comme « ceux qu'il a remplacés ont essayé de les faire « avec les curés. » Messieurs, cela nous ne le souffrirons pas... » Quelle bouffonnerie, si l'âme même de la France n'était pas en jeu, que l'antithèse

entre cette solennelle assurance de neutralité et l'action actuelle des *Amicales!* C'est d'un autre ton que parlent aujourd'hui, avec la complicité officielle, les conseillers des instituteurs. « On vous a dit : pas de politique. La politique vous a été représentée comme un fléau. Prenez garde! Si vous vous effacez on pourra bien vous étrangler la République (1). » Ils ajoutent que l'heure est proche où les hommes politiques diront : « Dans les Amicales des instituteurs, il y a une force. » A quel parti cette force s'est subordonnée, un livre récent de M. Bocquillon (2) l'a montré aux plus aveugles, M. Goyau n'a eu qu'à compléter l'enquête du courageux patriote en la mettant au point d'actualité. Car le mal a encore grandi depuis un an. L'effort des instituteurs pour se constituer en syndicats et pour s'agréger à ces Bourses du travail dont on connaît la besogne révolutionnaire, en est la dernière confirmation. Qu'un tel mouvement puisse exister, que les maîtres préposés au premier éveil de l'intelligence nationale en soient descendus à s'embrigader dans une faction, — et quelle faction! — à prendre pour leur *Credo* les imbéciles paradoxes de l'antimilitarisme et du collectivisme, c'est un symptôme décisif. Il permet de conclure à un avortement à la fois tragique et gro-

(1) Discours de M. Carnaud prononcé à une fête d'*Amicales* donnée sous la présidence du chef de cabinet d'un ministre. (Mai 1901.)

(2) *La Crise du patriotisme à l'école*, par Emile BOCQUILLON. Paris, Vuibert et Nony, éditeurs, 1905.

tesque, de l'utopie la plus chère aux fondateurs du présent régime. Dans un de ses derniers recueils, où le génie le plus merveilleux d'expression était mis au service de la plus étonnante indigence de pensée, Victor Hugo donnait pour excuse aux iconoclastes de la Commune leur ignorance.

Et tu détruis cela ? Toi ?... — Je ne sais pas lire.

Si l'enseignement des instituteurs que MM. Bocquillon et Goyau dénoncent à notre réflexion portait ses fruits légitimes, il faudrait bientôt changer ce vers à peu près ainsi :

Et tu détruis cela ? — Mais oui, car je sais lire.

## II

Quand nous nous trouvons en présence d'un malaise aussi multiforme que celui dont cet essai de la *Revue des Deux Mondes* détaille le syndrome, nous sommes en droit de supposer une cause profonde et qui ne saurait résider dans tel ou tel accident. Cette cause, M. Goyau ne paraît pas l'avoir cherchée. C'est, à mon sens, la limite de ce remarquable observateur dans les divers travaux, déjà si variés, que nous lui devons. Peut-être cette timidité devant l'interprétation des phénomènes qu'il excelle à diagnostiquer procède-t-elle d'un scrupule tout scientifique. Dans l'ordre des faits

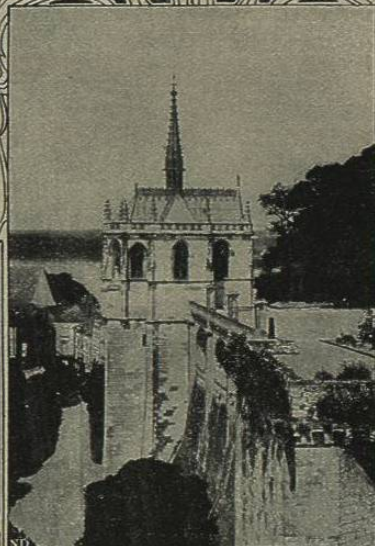
# LE CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

TOURAINÉ

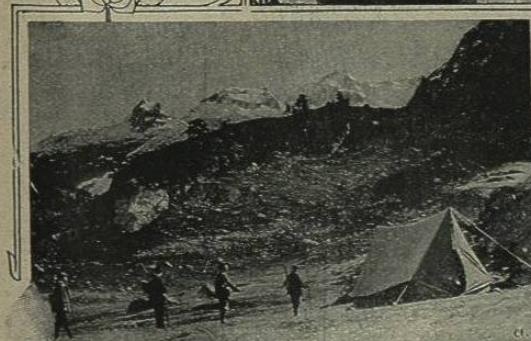
AUVERGNE

BRETAGNE

PYRÉNÉES



CHATEAU  
D'AMBOISE  
et la Chapelle



CL. A. MEILLON

GRASSE pendant l'hiver dans LES PYRÉNÉES